Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 117° — Numero 102

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Sabato, 17 aprile 1976 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 33.000 - Semestrale L. 17.400 - Trimestrale L. 9.200 - Un fascicolo L. 150 - Supplementi ordinari: L. 150 per ogni sedicesimo o frazione di esso - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle Inserzioni)

Annuo L. 29.000 - Semestrale L. 12.060 - Trimestrale L. 6.500 - Un fascicolo L. 150 - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato
I fascicoli disguidati devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie dell'Istituto Poligrafico dello Stato in ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; presso le librerie concessionarie di: BARI, via Sparano, 134 — BOLOGNA, Strada Maggiore, 23/a — FIRENZE, via Cavour, 46/r — GENOVA, via XII Ottobre, 172/r — NAPOLI, via Chiaia, 5 — PALERMO, via Ruggero Settimo, 37 — ROMA, via del Tritone, 61/A — TORINO, via Roma, 80 e presso le librerie depositarie nei capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Direzione Commerciale — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 1/2640 Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). L'Agenzia di Milano e le suddette librerie concessionarie possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano e accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI ORDINARI

PRESIDENZA DELLA REPUBBLICA

COMUNICATO

Il giorno 1° aprile 1976 il Presidente della Repubblica ha ricevuto al palazzo del Quirinale S.E. Nyaudi Sebou Napo, il quale gli ha presentato le lettere che lo accreditano presso il Capo dello Stato in qualità di ambasciatore del Togo a Roma.

(4266)

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 dicembre 1975, n. **965.**

Esecuzione dell'accordo per il salvataggio degli astronauti, il ritorno degli astronauti e la restituzione degli oggetti inviati nello spazio extra-atmosferico, firmato a Londra, Mosca e Washington il 22 aprile 1968.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per l'interno e per la difesa;

Decreta:

Articolo unico

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo per il salvataggio degli astronauti, il ritorno degli astronauti e la restituzione degli oggetti inviati nello spazio extra-atmosferico, firmato a Londra, Mosca e Washington il 22 aprile 1968, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'art. 7 dell'accordo stesso.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 dicembre 1975

LEONE

MORO — RUMOR — GUI — FORLANI

Visto, *il Guardasigilli:* REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 aprile 1976
Atti di Governo, registro n. 4, foglio n. 88

ACCORDS SUR LE SAUVETAGE DES ASTRONAUTES, LE RETOUR DES ASTRONAUTES ET LA RESTITUTION DES OBJETS LANCES DANS L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE.

Les Parties contractantes,

Notant l'importance considérable du traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, qui prévoit que toute l'assistance possible sera prêtée aux astronautes en cas d'accident, de détresse ou d'atterrissage forcé, que le retour des astronautes sera effectué promptement et en toute sécurité, et que les objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique seront restitués,

Désireuses de développer et de matérialiser davantage encore ces obligations,

Soucieuses de favoriser la coopération internationale en matière d'exploration et d'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique,

Animées par des sentiments d'humanité,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Chaque Partie contractante qui apprend ou constate que l'équipage d'un engin spatial a été victime d'un accident, ou se trouve en détresse, ou a fait un atterrissage forcé ou involontaire sur un territoire relevent de sa juridiction ou un amerrissage forcé en haute mer, ou a atterri en tout autre lieu qui ne relève pas de la juridiction d'un Etat,

a) En informera immédiatement l'autorité de lancement ou, si elle ne peut l'identifier et communiquer immédiatement avec elle, diffusera immédiatement cette information par tous les moyens de communication appropriés dont elle dispose;

b) En informera immédiatement le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à qui il appartiendra de diffuser cette information sans délai par tous les moyens de communication appropriés dont il dispose.

Article 2

Dans le cas où, par suite d'un accident, de détresse ou d'un atterrissage forcé ou involontaire, l'équipage d'un engin spatial atterrit sur un territoire relevant de la juridiction d'une Partie contractante, cette dernière prendra immédiatement toutes les mesures possibles pour assurer son sauvetage et lui apporter toute l'aide nécessaire. Elle informera l'autorité de lancement ainsi que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies des mesures qu'elle prend et des progrès réalises. Si l'aide de l'autorité de lancement peut faciliter un prompt sauvetage ou contribuer sensiblement à l'efficacité des opérations de recherche et de sauvetage, l'autorité de lancement coopérera avec la Partie contractante afin que ces opérations de recherche et de sauvetage soient menées avec efficacité. Ces opérations auront lieu sous la direction et le contrôle de la Partie contractante, qui agira en consultation étroite et continue avec l'autorité de lancement.

Article 3

Si l'on apprend ou si l'on constate que l'équipage d'un engin spatial a amerri en haute mer ou a atterri en tout autre lieu qui ne relève pas de la juridiction d'un Etat, les Parties contractantes qui sont en mesure de le faire fourniront leur concours, si c'est nécessaire, pour les opérations de recherche et de sauvetage de cet équipage afin d'assurer son prompt sauvetage. Elles informeront l'autorité de lancement et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies des mesures qu'elles prennent et des progrès réalisés.

Article 4

Dans le cas où, par suite d'un accident, de détresse ou d'un atterrissage ou d'un amerrissage forcé ou involontaire, l'équipage d'un engin spatial atterrit sur un territoire relevant de la juridiction d'une Partie contractante ou a été trouvé en haute mer ou en tout autre lieu qui ne relève pas de la juridiction d'un Etat, il sera remis rapidement et dans les conditions voulues de sécurité aux représentants de l'autorité de lancement.

Article 5

1. Chaque Partie contractante qui apprend ou constate qu'un objet spatial ou des éléments constitutifs dudit objet sont retombés sur la Terre dans un territoire relevant de sa juridiction, ou en haute mer, ou en tout autre lieu qui ne relève pas de la juridiction d'un Etat en informera l'autorité de lancement et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Chaque Partie contractante qui exerce sa juridiction sur le territoire sur lequel a été découvert un objet spatial ou des éléments constitutifs dudit objet prendra, sur la demande de l'autorité de lancement et avec l'assistance de cette autorité, si elle est demandée, les mesures qu'elle jugera possibles pour récupérer l'objet ou ses éléments constitutifs.

3. Sur la demande de l'autorité de lancement, les objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique ou les éléments constitutifs desdits objets trouvés au-delà des limites territoriales de l'autorité de lancement seront remis aux représentants de l'autorité de lancement ou tenus à leur disposition, ladite autorité devant fournir, sur demande, des données d'identification avant que ces objets ne lui soient restitués.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article, toute Partie contractante qui a des raisons de croire qu'un objet spatial ou des éléments constitutifs dudit objet qui ont été découverts sur un territoire relevant de sa juridiction ou qu'elle a récupérés en tout autre lieu sont, par leur nature, dangereux ou délétères, peut en informer l'autorité de lancement, qui prendra immédiatement des mesures efficaces, sous la direction et le contrôle de ladite Partie contractante, pour éliminer tout danger possible de préjudice.

5. Les dépenses engagées pour remplir les obligations concernant la récupération et la restitution d'un objet spatial ou d'éléments constitutifs dudit objet conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article seront à la charge de l'autorité de lancement.

Article 6

Aux fins du présent accord, l'expression « autorité de lancement » vise l'Etat responsable du lancement, ou, si une organisation intergouvernementale internationale est responsable du lancement, ladite organisation, pourvu qu'elle déclare accepter les droits et obligations prévus dans le présent accord et qu'une

majorité des Etats membres de cette organisation soient Parties contractantes au présent accord et au traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes.

Article 7

1. Le présent accord est ouvert à la signature de tous les Etats. Tout Etat qui n'aura pas signé le présent accord avant son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à tout moment.

2. Le présent accord sera soumis à la ratification des Etats signataires. Les instruments de ratification et les instruments d'adhésion seront déposés auprès des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui sont désignés comme étant les Gouvernements dépositaires.

3. Le présent accord entrera en viguer lorsque cinq Gouvernements, y compris ceux qui sont désignés comme étant les Gouvernements dépositaires aux termes du présent accord, auront déposé leurs instruments de ratification.

4. Pour les Etats dont les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés après l'entrée en vigueur du présent accord, celui-ci prendra effet à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

5. Les Gouvernements dépositaires informeront sans délai tous les Etats qui auront signé le présent accord ou y auront adhéré de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification du présent accord ou d'adhésion au présent accord, de la date d'entrée en vigueur de l'Accord ainsi que de toute autre communication.

6. Le présent accord sera enregistré par les Gouvernements dépositaires conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 8

Tout Etat partie au présent accord peut proposer des amendements à l'accord. Les amendements prendront effet à l'égard de chaque Etat partie à l'accord acceptant les amendements dès qu'ils auront été acceptés par la majorité des Etats parties à l'accord, et par la suite, pour chacun des autres Etats parties à l'accord, à la date de son acceptation desdits amendements.

Article 9

Tout Etat partie à l'accord pourra notifier par écrit aux Gouvernements dépositaires son retrait de l'accord un an après son entrée en vigueur. Ce retrait prendra effet un an après le jour où ladite notification aura été reçue.

Article 10

Le présent accord, dont les textes anglais, russe, français, espagnol, et chinois font également foi, sera déposé dans les archives des Gouvernements dépositaires. Des copies dûment certifiées du présent accord seront adressées par les Gouvernements dépositaires aux Gouvernements des Etats qui auront signé l'accord ou qui y auront adhéré.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment habilités, ont signé le présent accord.

FAIT en trois exemplaires à Londres, Moscou et Washington, le vingt-deux avril mil neuf cent soixante-huit.

For the United States of America:
Dean RUSK

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
Patrick DEAN

For the Union of Soviet Socialist Republics:
A. DOBRYNIN

For the Somali Republic:
Y. AZHARI

For the Republic of China:
Chow CHU-KAI

For Chile:
J. BURR

For Australia:
Keith WALLER

For Austria:
LEMBERGER

For Laos:
Khamking SOUVANLASY

For Ghana:
Ebenezer MOSES DEBRAH

For Uruguay:
Juan Felipe YRIART

For Rwanda:
C. KABANDA

For Iran:
Hushang ANSARY

For Ecuador:
C. MANTILLA-O

For The Maldive Islands:
A. SATTAR

For Hungary:
Sándor JOZAN

For Switzerland:
F. SCHNYDER

For Finland:
Olavi MUNKKI

For Israel:
Ephraim EVRON

For Nepal:
Padma BAHADUR KHATRI

For Romania:
C. BOGDAN

For Norway:
Arne GUNNENG

For El Salvador:
Adalberto RIVERA

For Venezuela:
E. TEJERA-P

For Denmark:
Torben RØNNE

For Portugal:
Vasco VIEIRA GARIN

For Czechoslovakia:
Dr. Karel DUDA

For Ireland:
William P. FAY

For Italy:
Giulio TERRUZZI

For Bulgaria:
Dr. L. GUERASSIMOV

For Colombia:
H. ECHAVARRIA — April 23/68

For Yugoslavia:
B. CRNOBRNJA

For the Congo (Democratic Republic of):
ADOULA

For Poland:
Jerzy MICHALOWSKI

For the Niger:
A. MAYAKI

For Argentina:
Alvaro C. ALSOGARAY

For Bolivia:
J. SANJINES-GOYTIA

For Nicaragua:
Guillermo SEVILLA-SACASA

For Lebanon:
Soleiman FARAH

For Tunisia:
Rachid DRISS

For the Dominican Republic:
Hector GARCIA-GODOY

For Morocco:
Ahmed OSMAN

For Iceland:
Pétur THORSTEINSSON

For Haiti:
Arthur BONHOMME

For New Zealand:
Frank CORNER — 24 April 1968

For Costa Rica:
F. ORTUÑO — 24 de abril de 1968

For the Philippines:
Salvador P. LOPEZ — 24 April 1968

For Canada:
A. E. RITCHIE — 25 April 1968

For Nigeria:
J. T. F. IYALLA — 3-V-1968

For Cyprus:
Zenon ROSSIDES — 9th May 1968

For the Republic of Korea:
Dong Jo KIM — 9th May 1968

Avvertenza: gli Stati sopra menzionati sono quelli che hanno proceduto alla sottoscrizione dell'accordo presso il Governo degli Stati Uniti in Washington. Alla sottoscrizione stessa hanno anche proceduto presso uno dei due altri Stati depositari, Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord e U.R.S.S., gli Stati di seguito elencati:

Presso il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord:

Belgio
Birmania
Camerun
Giamaica
Giordania
Guyana
Lussemburgo
Malaysia
Malta
Messico
Monaco
Paesi Bassi
Repubblica araba unita
Repubblica del Viet-Nam
Repubblica federale di Germania
Senegal
Sierra Leone
Turchia

Presso il Governo dell'Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche:

Byelorussia
Mongolia
Repubblica democratica tedesca
Repubblica popolare dello Yemen meridionale
San Marino
Siria
Ucraina

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo.

ACCORDO PER IL SALVATAGGIO DEGLI ASTRONAUTI, IL RITORNO DEGLI ASTRONAUTI E LA RESTITUZIONE DEGLI OGGETTI INVIATI NELLO SPAZIO EXTRA-ATMOSFERICO.

Le Parti contraenti,

Consapevoli dell'importanza del trattato sui principi che regolano le attività degli Stati in materia di esplorazione e di utilizzazione dello spazio extra-atmosferico, ivi compresa la Luna e gli altri corpi celesti, che prevede ogni possibile assistenza agli astronauti in caso di incidente, di pericolo o di atterraggio di fortuna, acciocché il ritorno degli astronauti sia effettuato sollecitamente in condizioni di sicurezza e che gli oggetti inviati nello spazio extra-atmosferico siano restituiti,

Desiderosi di sviluppare e di rendere ancora più concreti tali obblighi stimolati dal desiderio di favorire la cooperazione internazionale in materia di esplorazione e di utilizzazione pacifica dello spazio extra-atmosferico,

Animati da sentimenti di umanità,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo primo

Ogni Parte contraente che viene comunque a conoscenza che l'equipaggio di un velivolo spaziale è stato vittima di un incidente, o si trova in pericolo, o ha

effettuato un atterraggio di fortuna o involontario su un territorio sotto la sua giurisdizione o un ammaraggio di fortuna in alto mare, o un atterraggio in qualsiasi altro luogo che non dipende dalla giurisdizione di uno Stato,

a) ne informerà immediatamente l'autorità di lancio o, se non può identificarla e comunicare immediatamente con quest'ultima, diffonderà immediatamente tale informazione con tutti i mezzi di comunicazione adeguati di cui dispone;

b) ne informerà immediatamente il Segretario generale dell'ONU che dovrà immediatamente diffondere questa informazione con tutti i mezzi di comunicazione adeguati di cui dispone.

Articolo 2

Nel caso in cui, in seguito ad un incidente, ad un pericolo o ad un atterraggio di fortuna o involontario, l'equipaggio di un velivolo spaziale atterri su un territorio sotto la giurisdizione di una Parte contraente, quest'ultima adotterà immediatamente tutte le misure idonee ad assicurare il suo salvataggio e gli fornirà tutto l'aiuto necessario. Essa informerà la autorità di lancio nonché il Segretario generale dell'ONU delle misure adottate e dei progressi compiuti. Se l'aiuto dell'autorità di lancio può facilitare un sollecito salvataggio o contribuire efficacemente alle operazioni di ricerche e di salvataggio, l'autorità di lancio coopererà con la Parte contraente affinché tali operazioni di ricerca e di salvataggio vengano eseguite con efficacia. Tali operazioni saranno effettuate sotto la direzione ed il controllo della Parte contraente, che agirà in stretta e continua consultazione con l'autorità di lancio.

Articolo 3

Se si viene a conoscenza o si constata che l'equipaggio di un velivolo spaziale è ammarato in alto mare o è atterrato in qualsiasi altro luogo che non dipenda dalla giurisdizione di uno Stato, le Parti contraenti, che sono in grado di farlo, forniranno il loro aiuto, se è necessario, per le operazioni di ricerca e di salvataggio di tale equipaggio al fine di assicurare il sollecito salvataggio. Esse informeranno l'autorità di lancio ed il Segretario generale dell'ONU delle misure adottate e dei progressi compiuti.

Articolo 4

Nel caso in cui, in seguito ad un incidente, ad un pericolo o ad un atterraggio di fortuna o involontario, l'equipaggio di un velivolo spaziale atterri su un territorio sotto la giurisdizione di una Parte contraente o sia stato trovato in alto mare o in qualsiasi altro luogo che non appartiene alla giurisdizione di uno Stato, sarà riconsegnato prontamente e nelle debite condizioni di sicurezza ai rappresentanti dell'autorità di lancio.

Articolo 5

1. Ogni Parte contraente che viene a conoscenza o constata che un oggetto spaziale ovvero elementi costitutivi di detto oggetto sono ricaduti sulla terra in un territorio che appartiene alla sua giurisdizione, o in alto mare, o in qualsiasi altro luogo che non appartiene alla giurisdizione di uno Stato ne informerà l'autorità di lancio ed il Segretario generale dell'ONU.

2. Ogni Parte contraente che esercita la sua giurisdizione sul territorio sul quale è stato trovato un oggetto spaziale o elementi costitutivi di detto oggetto adotterà su richiesta dell'autorità di lancio e con l'assistenza di tale autorità, se viene richiesta, le misure che riterrà adeguate per il recupero dell'oggetto o dei suoi elementi costitutivi.

3. Su richiesta dell'autorità di lancio, gli oggetti inviati nello spazio extra-atmosferico o gli elementi costitutivi di detto oggetto trovati al di fuori dei limiti territoriali dell'autorità di lancio saranno restituiti ai rappresentanti dell'autorità di lancio o tenuti a loro disposizione. La detta autorità dovrà fornire, su richiesta, i dati di identificazione prima della restituzione di tali oggetti.

4. In deroga alle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 del presente articolo, ogni Parte contraente che ha motivo di credere che un oggetto spaziale o elementi costitutivi di detto oggetto, che siano stati trovati su un territorio appartenente alla sua giurisdizione, o che essa ha recuperato in qualsiasi altro luogo, siano, per loro natura, pericolosi o deleteri, potrà informarne l'autorità di lancio, che adotterà immediatamente misure efficaci, sotto la direzione ed il controllo di detta Parte contraente, al fine di eliminare qualunque possibile pericolo di danno.

5. Le spese sostenute per adempiere agli obblighi concernenti il recupero e la restituzione di un oggetto spaziale o di elementi costitutivi di detto oggetto in conformità con le disposizioni del paragrafo 2 e 3 del presente articolo, saranno a carico dell'autorità di lancio.

Articolo 6

Ai fini del presente accordo, per « autorità di lancio » si intende lo Stato responsabile del lancio, o, se responsabile del lancio è una organizzazione intergovernativa internazionale, detta organizzazione, a condizione che dichiari di accettare i diritti e gli obblighi previsti dal presente accordo e che la maggioranza degli Stati membri di detta organizzazione siano Parte contraente del presente accordo e del trattato sui principi che regolano le attività degli Stati in materia di esplorazione e di utilizzazione dello spazio extra-atmosferico, ivi compresa la Luna e gli altri corpi celesti.

Articolo 7

1. Il presente accordo è aperto alla firma di tutti gli Stati. Gli Stati che non avranno firmato il presente accordo prima della sua entrata in vigore in conformità del paragrafo 3 del presente articolo potranno aderirvi in qualunque momento.

2. Il presente accordo sarà sottoposto alla ratifica degli Stati firmatari. Gli strumenti di ratifica e gli strumenti di adesione saranno depositati presso i Governi degli Stati Uniti d'America, del Regno Unito di Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord e dell'Unione delle repubbliche socialiste sovietiche, che sono stati designati come Governi depositari.

3. Il presente accordo entrerà in vigore quando cinque Governi, ivi compresi quelli che sono stati designati come Governi depositari ai sensi del presente accordo, avranno depositato i loro strumenti di ratifica.

4. Per gli Stati i cui strumenti di ratifica o di adesione verranno depositati dopo l'entrata in vigore del presente accordo, questo avrà effetto dalla data del deposito dei loro strumenti di ratifica o di adesione.

5. I Governi depositari informeranno immediatamente tutti gli Stati che avranno firmato il presente accordo o vi avranno aderito dalla data di ciascuna firma, dalla data del deposito di ciascuno strumento di ratifica del presente accordo o di adesione al presente accordo, dalla data di entrata in vigore dell'accordo nonché di ogni altra comunicazione.

6. Il presente accordo sarà registrato dai Governi depositari in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo 8

Ogni Stato parte del presente accordo può proporre degli emendamenti all'accordo. Gli emendamenti avranno effetto nei confronti di ciascuno Stato parte dell'accordo che accetta gli emendamenti dal momento in cui saranno stati accettati dalla maggioranza degli Stati parti dell'accordo, e in seguito, per ciascun altro Stato parte dell'accordo, alla data della sua accettazione di detti emendamenti.

Articolo 9

Ogni Stato parte dell'accordo potrà notificare per iscritto ai Governi depositari di recedere dall'accordo un anno dopo la sua entrata in vigore. Tale recesso avrà effetto un anno dopo il giorno in cui detta notifica sarà stata ricevuta.

Articolo 10

Il presente accordo, i cui testi inglese, russo, francese, spagnolo e cinese, fanno ugualmente fede, sarà depositato negli archivi dei Governi depositari. Delle copie debitamente autenticate del presente accordo saranno trasmesse dai Governi depositari ai Governi degli Stati che avranno firmato l'accordo e vi avranno aderito.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a questo scopo, hanno firmato il presente accordo.

FATTO in tre esemplari a Londra, Mosca e Washington, il 22 aprile 1968.

(*Seguono le firme*)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 giugno 1975, n. **966**.

Autorizzazione all'Università degli studi di Palermo ad accettare un lascito.

N. 966. Decreto del Presidente della Repubblica 3 giugno 1975, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, l'Università degli studi di Palermo viene autorizzata ad accettare il lascito disposto dal prof. Eduardo Gugino con testamento pubblico, a rogito dott. Nicolò Ribaudo, notaio in Palermo, n. 330 di repertorio, in data 11 aprile 1960, registrato a Palermo il 1° luglio 1967, n. 9142, consistente in dieci immobili del valore di circa 125 milioni e di tutto il denaro e i titoli depositati presso banche e istituti di credito o presso le case di abitazione in Vallelunga e Palermo.

Visto, *il Guardasigilli:* REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 *aprile* 1976
Atti di Governo, registro n. 4, *foglio n.* 71

DECRETO MINISTERIALE 20 marzo 1976.

Sostituzione di un membro della commissione provinciale per il collocamento di Cagliari.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto ministeriale 1° marzo 1976, con il quale è stata ricostituita la commissione provinciale per il collocamento di Cagliari;

Vista la nota n. 3208/34-VI-40-VII del 5 dicembre 1975, con la quale l'associazione degli industriali di Cagliari fa presente la necessità di sostituire in seno alla citata commissione il proprio rappresentante dott. Loris Loriga con il dott. Giuseppe Falciani;

Decreta:

Il dott. Giuseppe Falciani è nominato membro della commissione provinciale per il collocamento di Cagliari, quale rappresentante dell'associazione degli industriali, in sostituzione del dott. Loris Loriga.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 20 marzo 1976

Il Ministro: TOROS

(4246)

DECRETO MINISTERIALE 22 marzo 1976.

Incameramento a favore dell'erario dello Stato della cauzione prestata dalla ditta Cotonificio udinese S.p.a., in Udine.

IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Vista la legge 20 luglio 1952, n. 1126, modificata con legge 2 aprile 1962, n. 162, relativa a disposizioni integrative in materia valutaria e di commercio con l'estero;

Visto l'art. 3 del decreto ministeriale 21 marzo 1974 che conferma senza modificazione, nella stessa misura del 5 %, la cauzione o la sostitutiva fidejussione, da prestare nel caso di pagamento anticipato di merci da importare, già stabilita con decreto ministeriale 26 ottobre 1967;

Visto l'art. 12 del decreto legislativo luogotenenziale 17 maggio 1945, n. 331, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 79 del 3 luglio 1945, che attribuisce all'Ufficio italiano dei cambi tutti i compiti e le funzioni già attribuiti all'Istituto nazionale per i cambi con l'estero, e pertanto anche i compiti di accertamento delle trasgressioni in materia valutaria, di cui al regio decreto-legge 12 maggio 1938, n. 794, convertito con legge 9 gennaio 1939, n. 380;

Considerato che la ditta Cotonificio udinese S.p.a., ha effettuato un pagamento anticipato di $ 16.665,08, di cui al mod. *B*-Import n. 3351269 rilasciato in data 9 luglio 1973 dalla Cassa di risparmio di Udine e Pordenone per l'importazione di 108 balle di cotone di origine e provenienza Uganda;

Considerato che a fronte di detto pagamento anticipato, da parte di una delle aziende di credito di cui all'art. 2, secondo comma, della legge 20 luglio 1952, n. 1126, è stata rilasciata per conto della citata ditta ed a favore dell'Ufficio italiano dei cambi la relativa fidejussione di cui in premessa;

Considerato che la dichiarazione d'importazione concernente l'operazione predetta è stata accettata dalla dogana di Trieste il 21 settembre 1973 con un ritardo,

quindi, di quarantaquattro giorni rispetto alla scadenza dell'impegno valutario in questione;

Viste le risultanze dell'istruttoria condotta dall'Ufficio italiano dei cambi - Ispettorato, ai sensi della circolare « Scambi con l'estero », cap. I, par. 12), *A*), trasmesse al Ministero del commercio con l'estero con nota n. 860152 del 21 novembre 1975 unitamente alla relativa documentazione;

Ritenuto che da tale esame emerge che i fatti addotti e la documentazione esibita dalla ditta con l'istanza dell'11 dicembre 1973 non possono, neppure sotto la motivazione fattane dall'interessata, essere considerati idonei ad escludere, ai sensi dell'art. 5 della citata legge n. 1126, la imputabilità della ritardata importazione alla ditta medesima, in quanto concernenti il tardivo completamento delle operazioni di sbarco (determinante un ritardo di soli sette giorni) nonché di difficoltà di immagazzinamento della merce per carenza di spazio nei locali della ditta, difficoltà di cui quest'ultima doveva essere a conoscenza;

Decreta:

Art. 1.

Ai sensi dell'art. 4 della legge 20 luglio 1952, si dispone l'incameramento a favore dell'erario dello Stato della cauzione prestata dalla ditta Cotonificio udinese S.p.a., mediante fidejussione della Cassa di risparmio di Udine e Pordenone, nella misura del 5 % di $ 16.465,08 di cui al mod. *B*-Import sopraindicato.

Art. 2.

L'Ufficio italiano dei cambi provvederà all'esecuzione del presente decreto, che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 22 marzo 1976

Il Ministro: DE MITA

(4186)

DECRETO MINISTERIALE 22 marzo 1976.

Incameramento a favore dell'erario dello Stato della cauzione prestata dalla ditta COGIS - Compagnia generale interscambi S.p.a., in Milano.

IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Vista la legge 20 luglio 1952, n. 1126, modificata con legge 2 aprile 1962, n. 162, relativa a disposizioni integrative in materia valutaria e di commercio con l'estero;

Visto l'art. 3 del decreto ministeriale 21 marzo 1974 che conferma senza modificazione, nella stessa misura del 5 %, la cauzione o la sostitutiva fidejussione, da prestare nel caso di pagamento anticipato di merci da importare, già stabilita con decreto ministeriale 26 ottobre 1967;

Visto l'art. 12 del decreto legislativo luogotenenziale 17 maggio 1945, n. 331, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 79 del 3 luglio 1945, che attribuisce all'Ufficio italiano dei cambi tutti i compiti e le funzioni già attribuiti all'Istituto nazionale per i cambi con l'estero, e pertanto anche i compiti di accertamento delle trasgressioni in materia valutaria, di cui al regio decreto-legge 12 maggio 1938, n. 794, convertito con legge 9 gennaio 1939, n. 380;

Considerato che la ditta COGIS - Compagnia generale interscambi S.p.a., ha effettuato un pagamento anticipato di Fr.Fr. 128.232 di cui al mod. *B*-Import numero 4461600 rilasciato in data 21 marzo 1975 dalla Banca nazionale dell'agricoltura per l'importazione di 600 cartoni di champagne di origine e provenienza Francia;

Considerato che a fronte di detto pagamento anticipato, da parte di una delle aziende di credito di cui all'art. 2, secondo comma, della legge 20 luglio 1952, n. 1126, è stata rilasciata per conto della citata ditta ed a favore dell'Ufficio italiano dei cambi la relativa fidejussione di cui in premessa;

Considerato che la dichiarazione d'importazione concernente l'operazione predetta è stata accettata dalla dogana di Milano il 26 agosto 1975 con un ritardo, quindi, di centoventotto giorni rispetto alla scadenza dell'impegno valutario in questione;

Viste le risultanze dell'istruttoria condotta dall'Ufficio italiano dei cambi - Ispettorato, ai sensi della circolare « Scambi con l'estero », cap. I, par. 12), *A*), trasmesse al Ministero del commercio con l'estero con nota n. 993568 del 21 gennaio 1976 unitamente alla relativa documentazione;

Ritenuto che da tale esame emerge che i fatti addotti e la documentazione esibita dalla banca con l'istanza del 31 dicembre 1975 non possono, neppure sotto la motivazione fattane dall'interessata, essere considerati idonei ad escludere, ai sensi dell'art. 5 della citata legge n. 1126, la imputabilità della ritardata importazione alla ditta medesima, in quanto la ditta COGIS ha ritardato lo sdoganamento della merce per motivi strettamente commerciali, in contrasto con il vigente ordinamento valutario;

Decreta:

Art. 1.

Ai sensi dell'art. 4 della legge 20 luglio 1952, si dispone l'incameramento a favore dell'erario dello Stato della cauzione prestata dalla ditta COGIS - Compagnia generale interscambi S.p.a., mediante fidejussione della Banca nazionale dell'agricoltura nella misura del 5 % di Fr.Fr. 128.232 di cui al mod. *B*-Import sopraindicato.

Art. 2.

L'Ufficio italiano dei cambi provvederà all'esecuzione del presente decreto, che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 22 marzo 1976

Il Ministro: DE MITA

(4188)

DECRETO MINISTERIALE 26 marzo 1976.

Revoca, su rinuncia, dell'autorizzazione a produrre specialità medicinali chimiche e biologiche nell'officina della ditta Intra medical italiana, in Roma.

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Premesso che con decreto n. 4595 in data 23 aprile 1969 la ditta Intra medical italiana fu autorizzata a produrre nell'officina farmaceutica sita in Roma, via Euclide Turba n. 4, specialità medicinali chimiche e biologiche;

Vista la lettera in data 25 novembre 1975, con la quale la ditta predetta rinuncia all'autorizzazione nella premessa indicata;

Decreta:

E' revocata, su rinuncia, alla ditta Intra medical italiana l'autorizzazione a produrre specialità medicinali chimiche e biologiche nell'officina farmaceutica sita in Roma, via Euclide Turba n. 4, concessa con decreto n. 4595 del 23 aprile 1969.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il medico provinciale di Roma è incaricato della notificazione e della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 26 marzo 1976

Il Ministro: DAL FALCO

(4178)

DECRETO MINISTERIALE 29 marzo 1976.

Scioglimento degli organi amministrativi della Banca agricola popolare di Aradeo, società cooperativa a responsabilità limitata, in Aradeo.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Considerato che nei confronti della Banca agricola popolare di Aradeo, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Aradeo (Lecce) ricorrono i presupposti richiesti dall'art. 57, lettera *a*), del citato regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni per lo scioglimento degli organi amministrativi dell'azienda e la sottoposizione della stessa all'amministrazione straordinaria di cui al titolo VII, capo II, del medesimo regio decreto-legge n. 375;

Sulla proposta della Banca d'Italia;

Ritenuta l'esistenza di particolari ragioni di urgenza;

Decreta:

Gli organi amministrativi della Banca agricola popolare di Aradeo, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Aradeo (Lecce), sono sciolti in applicazione dell'art. 57, lettera *a*), del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 29 marzo 1976

Il Ministro: COLOMBO

(4552)

DECRETO MINISTERIALE 3 aprile 1976.

Proroga a trentasei mesi del trattamento straordinario di integrazione salariale in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. S.A.V.A., in Porto Marghera.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 2 della legge 5 novembre 1968, n. 1115, concernente l'intervento straordinario della Cassa per l'integrazione dei guadagni degli operai dell'industria;

Visto l'art. 1 della legge 8 agosto 1972, n. 464;

Vista la legge 20 maggio 1975, n. 164;

Visto il decreto interministeriale 16 settembre 1972 di dichiarazione della sussistenza della condizione di ristrutturazione e riorganizzazione aziendale della S.p.a. S.A.V.A. di Porto Marghera (Venezia), con effetto dal 1° maggio 1972;

Visti i decreti ministeriali 28 febbraio 1973, 5 marzo 1973, 5 novembre 1973, 2 maggio 1974, 3 maggio 1974, 7 gennaio 1975, 8 gennaio 1975, 9 gennaio 1975 e 19 giugno 1975 di proroga del trattamento di integrazione salariale disposto dal citato decreto interministeriale;

Rilevata la permanenza della causa di intervento;

Ritenuta la necessità di prolungare di altri tre mesi il trattamento di cui trattasi;

Sentite le organizzazioni sindacali interessate;

Udito il parere dell'ufficio regionale del lavoro di Venezia;

Decreta:

La corresponsione dell'integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. S.A.V.A. di Porto Marghera (Venezia), è prolungata di altri tre mesi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 3 aprile 1976

Il Ministro: TOROS

(4478)

DECRETO MINISTERIALE 5 aprile 1976.

Proroga a trentanove mesi del trattamento straordinario di integrazione salariale in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. S.A.V.A., in Porto Marghera.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 2 della legge 5 novembre 1968, n. 1115, concernente l'intervento straordinario della Cassa per l'integrazione dei guadagni degli operai dell'industria;

Visto l'art. 1 della legge 8 agosto 1972, n. 464;

Vista la legge 20 maggio 1975, n. 164;

Visto il decreto interministeriale 16 settembre 1972 di dichiarazione della sussistenza della condizione di ristrutturazione e riorganizzazione aziendale della S.p.a. S.A.V.A. di Porto Marghera (Venezia), con effetto dal 1° maggio 1972;

Visti i decreti ministeriali 28 febbraio 1973, 5 marzo 1973, 5 novembre 1973, 2 maggio 1974, 3 maggio 1974, 7 gennaio 1975, 8 gennaio 1975, 9 gennaio 1975, 19 giugno 1975 e 3 aprile 1976 di proroga del trattamento di integrazione salariale disposto dal citato decreto interministeriale;

Rilevata la permanenza della causa di intervento;

Ritenuta la necessità di prolungare di altri tre mesi il trattamento di cui trattasi;

Sentite le organizzazioni sindacali interessate;

Udito il parere dell'ufficio regionale del lavoro di Venezia;

Decreta:

La corresponsione dell'integrazione salariale, disposta in favore dei lavoratori dipendenti dalla S.p.a. S.A.V.A. di Porto Marghera (Venezia), è prolungata di altri tre mesi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 5 aprile 1976

Il Ministro: TOROS

(4479)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Riconoscimento e classificazione di esplosivo

Le polveri da caccia denominate «S4 bollo nero» «C7 Perfecta bollo nero» e «Sipe bollo nero» sono riconosciute, ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza approvato con regio decreto 18 giugno 1931, n. 773, e classificate nella categoria I, gruppo *B*, dell'allegato *A* al regolamento di esecuzione del citato testo unico.

(4225)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Riconoscimento del consorzio regionale molisano di difesa delle produzioni intensive, in Campobasso

Con decreto ministeriale 30 marzo 1976, n. 464, è stata riconosciuta la natura giuridica del consorzio regionale molisano di difesa delle produzioni intensive, in Campobasso, via Nazario Sauro n. 1, e ne è stato approvato, con modificazioni, lo statuto.

(4223)

Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di un terreno in comune di Aprilia

Con decreto 30 gennaio 1976, n. 895, del Ministro per l'agricoltura e le foreste, di concerto con il Ministro per le finanze, è stato disposto il passaggio dal demanio pubblico al patrimonio dello Stato, di un tratto di terreno di mq 2402, sito in comune di Aprilia (Latina), riportato al catasto del comune stesso al foglio n. 144, particelle 6-*b* e 4-*e*, non più utilizzabile ai fini della bonifica.

(4224)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento di quarantasette società cooperative

Con decreto ministeriale 19 dicembre 1975 le seguenti società cooperative sono state sciolte, ai sensi dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina di commissari liquidatori non essendovi rapporti patrimoniali da definire:

1) società cooperativa edilizia Fulvia 1963, in Roma, costituita per rogito Ghi in data 8 marzo 1963 rep. n. 4978, reg. soc. n. 1181/63;

2) società cooperativa edilizia Carubo, in Roma, costituita per rogito Dragonetti in data 5 aprile 1956, rep. n. 24915, reg. soc. n. 924;

3) società cooperativa edilizia La Gruinza, in Roma, costituita per rogito Ghi in data 15 febbraio 1963, rep. n. 4878, reg. soc. n. 946/63;

4) società cooperativa edilizia Antares 20, in Roma, costituita per rogito Fallace in data 11 dicembre 1963, rep. n. 113317, reg. soc. n. 281/63;

5) società cooperativa edilizia Antares, in Roma, costituita per rogito Carusi in data 5 ottobre 1965, rep. n. 26805, reg. soc. n. 2205/65;

6) società cooperativa edilizia Speranza romana-laziale 1963, in Roma, costituita per rogito Gazzilli in data 24 maggio 1963, rep. n. 28217, reg. soc. n. 1841/63;

7) società cooperativa edilizia Bancoperuno, in Roma, costituita per rogito Dragonetti in data 27 novembre 1954, rep. numero 21440, reg. soc. n. 196;

8) società cooperativa edilizia Sifat, in Roma, costituita per rogito Moscatello in data 28 giugno 1961, rep. n. 9507/3248, reg. soc. n. 1682;

9) società cooperativa edilizia Angulus Ridet, in Roma, costituita per rogito Fallace in data 13 marzo 1964, rep. n. 114809, reg. soc. n. 1656/64;

10) società cooperativa edilizia Bonum IV, in Roma, costituita per rogito Tuccari in data 4 ottobre 1963, rep. n. 487852, reg. soc. n. 3291/63;

11) società cooperativa edilizia Annalisa, in Roma, costituita per rogito Pomàr in data 18 maggio 1963, rep. n. 104159, reg. soc. n. 1579/63;

12) società cooperativa edilizia Andromeda alfa centauri, in Roma, costituita per rogito Buoncristiano in data 24 marzo 1964, rep. n. 17477, reg. soc. n. 1478/64;

13) società cooperativa edilizia Pluvia, in Roma, costituita per rogito Colosso in data 7 ottobre 1963, rep. n. 50856, reg. soc. n. 80933;

14) società cooperativa edilizia Casa Sperabene II, in Roma, costituita per rogito Bellini in data 29 aprile 1958, rep. numero 27314/10079, reg. soc. n. 836;

15) società cooperativa edilizia Cadope, in Roma, costituita per rogito Paliani in data 7 luglio 1959, rep. n. 7532, reg. soc. n. 1672;

16) società cooperativa edilizia Caravelle in Roma, costituita per rogito Colozza in data 8 marzo 1963, rep. n. 17997, reg. soc. n. 978;

17) società cooperativa edilizia Casa bella a Roma nostra, in Roma, costituita per rogito Armati in data 8 ottobre 1958, rep. n. 18431, reg. soc. n. 1767/58;

18) società cooperativa edilizia Le Partecipazioni, in Roma, costituita per rogito Capasso in data 9 ottobre 1961, rep. numero 11408, reg. soc. n. 2117/61;

19) società cooperativa edilizia Brescia, in Roma, costituita per rogito Butera in data 23 maggio 1957, rep. n. 281021, reg. soc. n. 1220;

20) società cooperativa edilizia Carabinieri Culqualber, in Roma, costituita per rogito Sciamanda in data 28 giugno 1955, rep. n. 19390, reg. soc. n. 1790;

21) società cooperativa edilizia Solmevete, in Roma, costituita per rogito Mattiangeli in data 19 aprile 1962, rep. n. 6435, reg. soc. n. 885/62;

22) società cooperativa edilizia Calabrone d'oro, in Roma, costituita per rogito Sciamanda in data 19 febbraio 1954, rep. n. 17367, reg. soc. n. 907;

23) società cooperativa edilizia Altair 68, in Roma, costituita per rogito Schillaci Ventura in data 19 novembre 1968, rep. n. 798200, reg. soc. n. 101/69;

24) società cooperativa edilizia Anfrosina, in Roma, costituita per rogito Ruggiero in data 27 novembre 1963, rep. numero 548839, reg. soc. n. 2773/64;

25) società cooperativa edilizia Aria Nuova, in Roma, costituita per rogito Colapietro in data 12 ottobre 1960, rep. numero 36814/17119, reg. soc. n. 1859/60;

26) società cooperativa di produzione e lavoro romana fra scalpellini, selciatori ed affini, in Roma, costituita per rogito Evangelisti in data 14 ottobre 1912, rep. n. 11116, reg. soc. numero 202;

27) società cooperativa edilizia Antoniana, in Roma, costituita per rogito Bernardini in data 2 aprile 1964, rep. n. 27513, reg. soc. n. 2235;

28) società cooperativa edilizia Miraggio, in Roma, costituita per rogito Ghi in data 24 gennaio 1964, rep. n. 6540, reg. soc. n. 1014;

29) società cooperativa edilizia Capriolo, in Roma, costituita per rogito Fallace in data 13 settembre 1957, rep. n. 86873, reg. soc. n. 2238;

30) società cooperativa edilizia Antille, in Roma Lido, costituita per rogito Ghi in data 28 giugno 1966, rep. n. 10432, reg. soc. n. 1823/66;

31) società cooperativa edilizia Cappuccina terza, in Roma, costituita per rogito Misurale in data 18 maggio 1963, rep. numero 188044, reg. soc. n. 1641/63;

32) società cooperativa edilizia Calcedonio, in Roma, costituita per rogito Alonzo in data 3 novembre 1956, rep. n. 5680, reg. soc. n. 2090;

33) società cooperativa edilizia C.R.E.F. - 3° Centro residenziale estivo Fregene, in Roma, costituita per rogito Marini in data 14 giugno 1967, rep. n. 14049, reg. soc. n. 1478;

34) società cooperativa edilizia Antonio Cosentino, in Roma, costituita per rogito Gandolfo in data 26 ottobre 1965, rep. numero 171634, reg. soc. n. 2364;

35) società cooperativa edilizia Acqua cheta, in Roma, costituita per rogito Tuccari in data 10 luglio 1963, rep. n. 479632, reg. soc. n. 2287;

36) società cooperativa edilizia Adriana, in Roma, costituita per rogito Ghi in data 13 febbraio 1963, rep. n. 4865, reg. soc. n. 947;

37) società cooperativa edilizia Arianna, in Roma, costituita per rogito Gazzilli in data 22 dicembre 1965, rep. n. 35824, reg. soc. n. 234/66;

38) società cooperativa edilizia Anghilino I, in Roma, costituita per rogito Bernardini in data 27 ottobre 1964, rep. numero 31088, reg. soc. n. 4190;

39) società cooperativa edilizia Farfui, in Roma, costituita per rogito Marasco in data 13 novembre 1964, rep. n. 187247, reg. soc. n. 101/65;

40) società cooperativa edilizia Casetta mia, in Roma, costituita per rogito Pocaterra in data 31 ottobre 1952, rep. numero 34348, reg. soc. n. 2672;

41) società cooperativa agricola Monte Autore, in Ienne (Roma), costituita per rogito Trombetta in data 12 febbraio 1961, rep. n. 521, reg. soc. n. 713;

42) società cooperativa edilizia Nuova Lucrezia Romana, in Ciampino di Marino (Roma), costituita per rogito Borromeo in data 18 dicembre 1968, rep. n. 2803, reg. soc. n. 1289;

43) società cooperativa agricola Primavera, in Montelibretti (Roma), costituita per rogito Fallace in data 14 marzo 1960, rep. n. 96528, reg. soc. n. 659;

44) società cooperativa di consumo del popolo, in Castiglione in Teverina (Viterbo), costituita per rogito Vannini in data 8 dicembre 1948, rep. n. 11112, reg. soc. n. 904;

45) società cooperativa edilizia Stella azzurra fra i lavoratori, in Orte (Viterbo), costituita per rogito Sconocchia in data 31 marzo 1963, rep. n. 28961, reg. soc. n. 1427;

46) società cooperativa di consumo Progresso, in Proceno (Viterbo), costituita per rogito Orzi in data 20 dicembre 1946, rep. n. 1018, reg. soc. n. 805;

47) società cooperativa agricola L'unità, in Proceno (Viterbo), costituita per rogito Corigliano in data 21 marzo 1961, rep. n. 13314, reg. soc. n. 1347.

(4221)

Scioglimento della società cooperativa edile « Rinascita - Soc. coop. a r.l. », in Galzignano

Con decreto ministeriale 27 marzo 1976 la società cooperativa edile « Rinascita - Soc. coop. a r.l. », in Galzignano (Padova), costituita per rogito avv. Giovanni De Julio 19 febbraio 1965, n. 99998 di rep., è stata sciolta, ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del codice civile, con nomina di commissario liquidatore nella persona del dott. Sandro Orlandi.

(4117)

Scioglimento della società cooperativa agricola a r.l. « Pianzano », in Godega di Sant'Urbano

Con decreto ministeriale 27 marzo 1976 la società cooperativa agricola a r.l. « Pianzano », in Pianzano di Godega di Sant'Urbano (Treviso), costituita per rogito dott. Scipione Fiorentini 7 aprile 1961, n. 20635 di rep., è stata sciolta, ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del codice civile, con nomina di commissario liquidatore nella persona del rag. Giuseppe Ragonesi.

(4118)

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 8 marzo 1975, registrato alla Corte dei conti, addì 4 settembre 1975, registro n. 7 Lavoro, foglio n. 116, è stato respinto, su conforme parere del Consiglio di Stato, il ricorso straordinario al Capo dello Stato proposto dal dott. Mario Cacopardi, avverso la delibera del consiglio di amministrazione in materia di spese per il rilascio di copie di atti richieste dal personale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale.

(4116)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica 11 novembre 1975, registrato alla Corte dei conti, addì 28 febbraio 1976, registro n. 16 Istruzione, foglio n. 391, è stato respinto il ricorso straordinario prodotto dalla prof.ssa Turroni Giuseppina in data 4 dicembre 1967, avverso la denegata immissione in ruolo ai sensi della legge 25 luglio 1966, n. 603.

(4207)

Con decreto del Presidente della Repubblica 16 dicembre 1975, registrato alla Corte dei conti, addì 28 febbraio 1976, registro numero 16 Istruzione, foglio n. 390, è stato respinto il ricorso straordinario prodotto dal prof. Troianiello Pasquale in data 6 ottobre 1966, avverso l'esclusione dai benefici di cui alla legge 25 luglio 1966, n. 603.

(4208)

Con decreto del Presidente della Repubblica 26 novembre 1975, registrato alla Corte dei conti, addì 28 febbraio 1976, registro n. 16 Istruzione, foglio n. 392, è stato respinto il ricorso straordinario prodotto dalla prof.ssa Scotto Di Carlo Sara in Girosi in data 7 agosto 1969, avverso la denegata riserva dei posti a favore degli invalidi di guerra per l'assunzione in ruolo ai sensi della legge 25 luglio 1966, n. 603.

(4209)

Con decreto del Presidente della Repubblica 11 novembre 1975, registrato alla Corte dei conti, addì 28 febbraio 1976, registro n. 16 Istruzione, foglio n. 389, sono stati respinti i ricorsi straordinari prodotti dalle professoresse Giaquinto Concetta in Beneduce e Maccioni Luigia in Rapanà in data rispettivamente 5 gennaio 1968 e 30 marzo 1967, avverso l'esclusione dai ruoli delle insegnanti di applicazioni tecniche femminili nella scuola media, ai sensi della legge 25 luglio 1966, n. 603.

(4210)

Con decreto del Presidente della Repubblica 19 gennaio 1976, registrato alla Corte dei conti, addì 27 febbraio 1976, registro n. 15 Istruzione, foglio n. 332, è stato accolto per assoluto difetto di motivazione nella decisione impugnata il ricorso straordinario prodotto in data 24 marzo 1973 dalla prof.ssa Anna Laura Barsella, avverso la decisione del provveditore agli studi di Lucca che respingeva il ricorso dell'interessata avverso la qualifica di « valente » attribuitale dal preside del liceo-ginnasio di Viareggio per l'anno scolastico 1971-72.

(4211)

Con decreto del Presidente della Repubblica 17 settembre 1975, registrato alla Corte dei conti, addì 31 gennaio 1976, registro n. 6 Istruzione, foglio n. 159, è stato respinto il ricorso straordinario prodotto in data 12 dicembre 1973 dai professori Scandiffio Bandiera Attilio e Ruocco, avverso la graduatoria del concorso a duecentoquattordici posti di preside nei licei e negli istituti magistrali indetto con decreto presidenziale 1° dicembre 1969.

(4212)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di un terreno in comune di Casale sul Sile

Con decreto 14 novembre 1975, n. 1045/*a*, del Ministro per i lavori pubblici di concerto con il Ministro per le finanze, è stato disposto il passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di terreno ex alveo Scolo Serva in comune di Casale sul Sile (Treviso) segnato nel catasto del comune medesimo al foglio n. 7, mappale 727 della superficie di mq 900 ed indicato nell'estratto di mappa rilasciato il 27 gennaio 1975 in scala 1:2000 dall'ufficio tecnico erariale di Treviso; estratto di mappa che fa parte integrante del decreto stesso.

(4216)

Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di un terreno in comune di Deiva Marina

Con decreto 12 novembre 1975, n. 1046/*a*, del Ministro per i lavori pubblici di concerto con il Ministro per le finanze, è stato disposto il passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di terreno demaniale in comune di Deiva Marina (La Spezia) segnato nel catasto del comune medesimo al foglio n. 12, mappale 316, della superficie di mq 1.830 ed indicato nell'estratto di mappa rilasciato il 27 ottobre 1973 dall'ufficio tecnico erariale di La Spezia; estratto di mappa che fa parte integrante del decreto stesso.

(4217)

Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di un terreno in comune di Fornovo Taro

Con decreto 29 ottobre 1975, n. 884/*a*, del Ministro per i lavori pubblici di concerto con il Ministro per le finanze, è stato disposto il passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di terreno estromesso dall'alveo del torrente Taro in comune di Fornovo Taro (Parma), segnato nel catasto del comune medesimo al foglio n. 11 mappali 158 (mq 960); 161 (mq 3.190) e 234 (mq 1.440) della superficie complessiva di mq 5.590 ed indicato nello schizzo planimetrico rilasciato il 25 febbraio 1975 in scala 1:2000 con allegata relazione 4 marzo 1975 dell'ufficio tecnico erariale di Parma; schizzo planimetrico con allegata relazione che fanno parte integrante del decreto stesso.

(4218)

Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di un terreno in comune di Viadana

Con decreto 9 ottobre 1975, n. 728/*a*, del Ministro per i lavori pubblici di concerto con il Ministro per le finanze, è stato disposto il passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di area ex scolo comunale in comune di Viadana (Mantova) segnata nel catasto del comune medesimo al foglio n. 107, mappale 495, della superficie di mq 520 ed indicata nello schizzo planimetrico rilasciato il 22 marzo 1974 in scala 1:1000 dall'ufficio tecnico erariale di Mantova; schizzo planimetrico che fa parte integrante del decreto stesso.

(4219)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Nomina del commissario straordinario e dei membri del comitato di sorveglianza della Banca agricola di Aradeo, società cooperativa a responsabilità limitata, in amministrazione straordinaria.

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il decreto del Ministro per il tesoro in data 29 marzo 1976, che dispone lo scioglimento degli organi amministrativi della Banca agricola popolare di Aradeo, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Aradeo (Lecce), secondo le norme di cui al titolo VII, capo II, del citato regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Dispone:

Il sig. Giovanni Del Bene, nato a Lecce il 10 febbraio 1921, è nominato commissario straordinario ed i signori avv. Angelo Pedaci, nato a Lizzanello (Lecce) il 28 aprile 1923, proc. leg. Claudio Dell'Antoglietta, nato a Lecce il 1° gennaio 1950, avv. Alfredo Libertini, nato ad Assisi (Perugia) il 14 giugno 1946, sono nominati membri del comitato di sorveglianza della Banca agricola popolare di Aradeo, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Aradeo (Lecce), in amministrazione straordinaria, con i poteri e le attribuzioni contemplati nelle norme sull'amministrazione straordinaria indicate nelle premesse.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 6 aprile 1976

Il Governatore: BAFFI

(4553)

REGIONE ABRUZZO

Approvazione del piano per l'edilizia economica e popolare del comune di Nereto

Con deliberazione 21 novembre 1974, n. 4527, approvata dalla commissione di controllo, la giunta regionale ha approvato il piano per l'acquisizione delle aree per l'edilizia economica e popolare, ai sensi della legge 18 aprile 1962, n. 167, adottato dal comune di Nereto (Teramo), con delibera consiliare n. 48 del 3 settembre 1973, respingendo, nel contempo, le opposizioni dei signori Di Pietro Guido e Francesco, Di Sabatino Francesco e Di Bernardo Romolo, così come deliberato dal comune di Nereto in data 30 settembre 1974, con atto consiliare n. 54.

(4121)

PREFETTURA DI TRIESTE

Riduzione di cognomi nella forma italiana

IL PREFETTO

Vista la domanda prodotta in data 30 dicembre 1975 dal sig Grzincic Franco, nato a Fiume il 14 luglio 1944, residente a Massa Marittima (Grosseto) in via S. Francesco 12, tendente ad ottenere, a termini dell'art. 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, la riduzione del proprio cognome nella forma italiana di Ghersini;

Accertato che detta domanda è stata regolarmente affissa all'albo pretorio del comune di residenza del suddetto richiedente e a quello di questa prefettura e che contro la stessa non è stata presentata alcuna opposizione entro i quindici giorni successivi alla pubblicazione;

Visto il decreto ministeriale 5 agosto 1926 ed il regio decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome originario sopra indicato del sig. Grzincic Franco è ridotto nella forma italiana di Ghersini.

Il sindaco del comune di Massa Marittima è tenuto a provvedere a tutti gli adempimenti prescritti ai numeri IV e V del decreto ministeriale sopra citato e alla notificazione del presente decreto all'interessato.

Trieste, addì 30 marzo 1976

Il prefetto: MOLINARI

(4310)

IL PREFETTO

Vista la domanda prodotta in data 13 gennaio 1976 dalla sig.ra Mickoli Ingrid in Gherbassi, nata a Trieste il 5 marzo 1949 e qui residente in via Borghi, 13, tendente ad ottenere, a termini dell'art. 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, la riduzione del proprio cognome di nascita nella forma italiana di Micoli;

Accertato che detta domanda è stata regolarmente affissa all'albo pretorio del comune di residenza della suddetta richiedente e a quello di questa prefettura e che contro la stessa non è stata presentata alcuna opposizione entro i quindici giorni successivi alla pubblicazione;

Visto il decreto ministeriale 5 agosto 1926 ed il regio decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome originario di nascita sopra indicato della sig.ra Mickoli Ingrid in Gherbassi è ridotto nella forma italiana di Micoli.

Il sindaco del comune di Trieste è tenuto a provvedere a tutti gli adempimenti prescritti ai numeri IV e V del decreto ministeriale sopra citato e alla notificazione del presente decreto all'interessata.

Trieste, addì 30 marzo 1976

Il prefetto: MOLINARI

(4311)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELL'INTERNO

Concorso, per titoli ed esami, per la nomina di sei tenenti medici di polizia in servizio permanente

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Vista la legge 26 giugno 1962, n. 885, istitutiva del ruolo sanitario degli ufficiali medici di polizia del Corpo delle guardie di pubblica sicurezza;

Vista la legge 13 dicembre 1966, n. 1111, recante norme concernenti gli ufficiali medici in servizio permanente dell'Esercito, della Marina, dell'Aeronautica e del Corpo delle guardie di pubblica sicurezza;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, e successive aggiunte;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;

Vista la legge 4 gennaio 1968, n. 15, recante norme sulla documentazione amministrativa e sulla legalizzazione e autenticazione di firme;

Vista la legge 7 febbraio 1968, n. 75, sul riordinamento del ruolo sanitario degli ufficiali medici di polizia del Corpo delle guardie di pubblica sicurezza;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077, relativo al riordinamento delle carriere degli impiegati civili dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 7 settembre 1971, n. 1286, recante norme sul reclutamento e sull'avanzamento degli ufficiali medici di polizia del Corpo delle guardie di pubblica sicurezza;

Considerato che nell'organico degli ufficiali medici di polizia risultano vacanti sei posti, che occorre coprire mediante pubblico concorso, ai sensi dell'art. 4 della citata legge n. 885;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un pubblico concorso, per titoli ed esami, per la nomina di sei tenenti medici di polizia in servizio permanente.

Art. 2.

Possono partecipare al concorso coloro che siano in possesso dei seguenti requisiti:

a) cittadinanza italiana;

b) età non superiore ad anni 32. A tale limite di età non si applicano le maggiorazioni previste dalle vigenti disposizioni di legge ai fini dell'ammissione a pubblici impieghi per le carriere civili;

c) diploma di laurea in medicina e chirurgia e abilitazione all'esercizio professionale;

d) buona condotta;

e) incondizionata idoneità fisica al servizio nel Corpo delle guardie di pubblica sicurezza.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta bollata, diretta al Ministero dell'interno - Direzione generale della pubblica sicurezza - Servizio F.A.P. - Divisione ufficiali, dovranno essere presentate alla prefettura nella cui provincia l'interessato risiede entro il termine perentorio di giorni trenta decorrenti dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

La data di arrivo delle domande deve risultare dal bollo a data apposto dalle prefetture.

Le domande di ammissione al concorso si considerano prodotte in tempo utile anche se spedite a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine indicato. A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

Non si terrà conto delle domande pervenute dopo il suddetto termine.

Il candidato dovrà indicare nella domanda:

cognome, nome, data e luogo di nascita;

il possesso della cittadinanza italiana;

il comune d'iscrizione nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

le eventuali condanne penali riportate;

la posizione nei riguardi degli obblighi militari;

il distretto militare di appartenenza;

i servizi prestati come impiegato presso pubbliche amministrazioni e le cause di risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego;

indirizzo;

stato civile con le generalità complete, se coniugato, della consorte;

l'eventuale possesso di titoli di preferenza nella nomina;

di essere disposto a raggiungere, in caso di nomina, qualsiasi residenza.

La firma in calce alla domanda dovrà essere autenticata dal funzionario competente a ricevere la documentazione, o da un notaio, cancelliere, segretario comunale, o altro funzionario incaricato dal sindaco, nella forma stabilita dall'art. 20 della legge 4 gennaio 1968, n. 152. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio, o, se militare, dell'ufficiale da cui direttamente dipendono.

Art. 3.

Gli aspiranti dovranno, altresì, presentare alle prefetture entro il termine di cui al precedente art. 2, i seguenti documenti:

a) diploma originale di laurea in medicina e chirurgia o copia autenticata, rilasciata in conformità all'art. 14 della legge 4 gennaio 1968, n. 15, ed inoltre un certificato rilasciato dalla competente università dal quale risulti il punteggio riportato nell'esame di laurea.

Il concorrente, qualora non sia in possesso del diploma originale di laurea, potrà produrre un certificato sostitutivo, in carta da bollo, rilasciato dalla competente università, attestante il superamento dell'esame di laurea ed il voto relativo;

b) diploma originale di abilitazione all'esercizio della professione di medico-chirurgo. In luogo del diploma originale potrà essere prodotta copia autentica, rilasciata in conformità alle disposizioni della legge 4 gennaio 1968, n. 15. Il concorrente, qualora non sia in possesso del diploma originale di abilitazione, dovrà produrre un certificato della competente università, in carta da bollo, attestante la conseguita abilitazione ed il voto complessivo riportato nell'esame di Stato.

E' valido, nei limiti stabiliti dalle vigenti disposizioni di legge, il certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio professionale rilasciato ai sensi del regio decreto-legge 27 gennaio 1944, n. 51, e successive modifiche;

c) eventuali titoli che sono valutabili a norma dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 7 settembre 1971, n. 1286, e cioè: votazioni complessive riportate in sede di esame di laurea e di abilitazione professionale, incarichi e servizi prestati presso amministrazioni pubbliche, specializzazioni, libere docenze, corsi di perfezionamento e di aggiornamento professionali, pubblicazioni, vincite o idoneità in precedenti concorsi sanitari presso enti pubblici.

Tutti i documenti devono essere rilasciati dalle competenti autorità amministrative e prodotti su carta da bollo.

Per le pubblicazioni che i candidati intendono esibire debbono essere stati adempiuti gli obblighi prescritti dalla legge 22 aprile 1941, n. 633; non è ammessa la presentazione in bozze di stampa o dattiloscritti o manoscritti di lavori.

Il requisito della buona condotta sarà accertato d'ufficio a norma dell'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

Art. 4.

L'idoneità fisica dei concorrenti al servizio incondizionato nel Corpo delle guardie di pubblica sicurezza sarà accertato mediante visita medico-collegiale da eseguirsi da una commissione nominata dal Ministero dell'interno.

Art. 5.

L'amministrazione può disporre in ogni momento, con decreto motivato del Ministro, l'esclusione dal concorso per difetto dei prescritti requisiti.

Art. 6.

La commissione giudicatrice del concorso è costituita a norma dell'art. 4 della legge 26 giugno 1962, n. 885.

La commissione stessa, previa determinazione dei criteri di massima e successiva valutazione dei singoli titoli di ciascun candidato, attribuirà il punteggio spettante per i titoli.

Art. 7.

L'esame consterà di due prove scritte e di una orale e si effettuerà in base al seguente programma:

1) patologia speciale medica;

2) patologia speciale chirurgica;

3) semeiotica e clinica medica;

4) semeiotica e clinica chirurgica con nozioni di chirurgia d'urgenza:

5) igiene con applicazione alle collettività militari;

6) elementi di medicina legale e di antropologia criminale.

Le prove scritte vertono sulle materie di cui ai numeri 1) e 2) e quella orale su tutto il programma.

I temi saranno stabiliti dalla commissione. I candidati svolgeranno ciascun tema, in un tempo non superiore alle otto ore, senza l'ausilio di libri o manoscritti.

Le prove scritte si svolgeranno nei giorni 9 e 10 giugno 1976, alle ore 8, in Roma, presso l'Accademia del Corpo, via Pier della Francesca n. 3.

Art. 8.

Saranno ammessi alla prova orale i candidati che avranno riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

Nella prova orale dovranno conseguire almeno la votazione di sette decimi.

La votazione complessiva verrà determinata sommando il voto conseguito nella valutazione dei titoli, la media dei voti riportati nelle prove scritte ed il voto ottenuto in quella orale.

La graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei sarà formata secondo l'ordine dei punti della votazione complessiva. A parità di voto saranno osservate, in quanto applicabili, le norme sulle preferenze previste dalle disposizioni di legge in vigore.

Art. 9.

Per l'ammissione e per lo svolgimento delle prove di esame si osserveranno, in quanto applicabili, le disposizioni del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, e successive modifiche.

Art. 10.

I candidati che abbiano sostenuto con esito favorevole le prove di esame dovranno far pervenire al Ministero dell'interno - Direzione generale della pubblica sicurezza - Servizio F.A.P. - Divisione ufficiali, entro il quindicesimo giorno dalla data della prova orale i documenti prescritti per dimostrare i titoli di preferenza nella nomina.

Art. 11.

La graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei sarà approvata con decreto ministeriale.

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria dovranno far pervenire direttamente al Ministero dell'interno - Direzione generale della pubblica sicurezza - Servizio F.A.P. - Divisione ufficiali, entro trenta giorni dalla notifica dei risultati del concorso, a pena di decadenza, i seguenti documenti in carta legale:

1) estratto per riassunto dell'atto di nascita;

2) certificato di cittadinanza italiana;

3) certificato generale del casellario giudiziale;

4) certificato dal quale risulti che il candidato gode dei diritti politici;

5) certificato dal quale risulti la posizione del candidato nei riguardi degli obblighi militari.

I documenti di cui ai numeri 2), 3) e 4), dovranno essere di data non anteriore a tre mesi da quella dell'invito dell'amministrazione a presentarli.

I candidati in servizio quali ufficiali di complemento e gli impiegati dello Stato, sono dispensati dal produrre i documenti di cui ai numeri 2), 3), 4) e 5).

Art. 12.

Gli idonei, compresi nel numero dei posti messi a concorso, che abbiano comprovato, a termine dell'articolo precedente, il possesso dei requisiti prescritti, sono nominati tenenti medici di polizia in servizio permanente.

L'anzianità assoluta nel grado è fissata dal decreto di nomina a tenente medico; l'anzianità relativa è stabilita secondo l'ordine della graduatoria.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 26 gennaio 1976

Il Ministro: GUI

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 aprile 1976
Registro n. 8 Interno, foglio n. 78

(4509)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Ammissione dei laureati in scienze forestali a nove concorsi per sperimentatore nel ruolo degli istituti di ricerca e di sperimentazione agraria, carriera direttiva scientifica, e riapertura dei termini per la presentazione delle domande di partecipazione, limitatamente ai laureati in scienze forestali.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Visto il decreto ministeriale 2 dicembre 1975, registrato alla Corte dei conti, addì 10 gennaio 1976, registro n. 1, foglio n. 38, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 23 del 27 gennaio 1976, con il quale sono stati indetti undici concorsi per complessivi centonove posti di sperimentatore nel ruolo degli istituti di ricerca e di sperimentazione agraria, carriera direttiva scientifica;

Ritenuta l'opportunità di ammettere limitatamente ai seguenti concorsi, per i quali è prescritto il possesso della laurea in scienze agrarie, anche coloro che abbiano conseguito la laurea in scienze forestali, attesa l'affinità delle materie dei relativi corsi di studio:

due posti con programma di esame in biofisica;

cinque posti con programma di esame in meccanizzazione agricola;

cinque posti con programma di esame in difesa del suolo;

sei posti con programma di esame in zootecnia;

nove posti con programma di esame in industrie agrarie;

cinque posti con programma di esame in fitopatologia;

venti posti con programma di esame in biologia;

quattordici posti con programma di esame in coltivazioni arboree;

ventiquattro posti con programma di esame in coltivazioni erbacee;

Ritenuto, pertanto, di dover riaprire il termine per la presentazione delle domande di partecipazione ai concorsi su elencati esclusivamente per coloro che, alla data del 26 febbraio 1976, erano in possesso del diploma di laurea in scienze forestali;

Decreta:

Art. 1.

Ad integrazione del decreto ministeriale 2 dicembre 1975, citato nelle premesse, limitatamente ai seguenti concorsi, per i quali è richiesto il possesso della laurea in scienze agrarie, sono ammessi anche coloro che, alla data del 26 febbraio 1976, erano in possesso della laurea in scienze forestali:

due posti con programma di esame in biofisica;

cinque posti con programma di esame in meccanizzazione agricola;

cinque posti con programma di esame in difesa del suolo;

sei posti con programma di esame in zootecnia;

nove posti con programma di esame in industrie agrarie;

cinque posti con programma di esame in fitopatologia;

venti posti con programma di esame in biologia;

quattordici posti con programma di esame in coltivazioni arboree;

ventiquattro posti con programma di esame in coltivazioni erbacee;

Art. 2.

Il termine per la presentazione delle domande di partecipazione ai concorsi elencati nel precedente articolo è riaperto per i laureati in scienze forestali indicati all'art. 1.

Gli aspiranti dovranno presentare la domanda di partecipazione entro trenta giorni a decorrere dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, osservando quanto prescritto nel bando di concorso, di cui il presente decreto è integrazione.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 10 aprile 1976

Il Ministro: MARCORA

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 *aprile* 1976
Registro n. 5 *Agricoltura, foglio n.* 232

(4508)

MINISTERO DELLE FINANZE

Avviso relativo alla pubblicazione del diario della prova scritta di diciannove concorsi, per esami, a complessivi duemiladuecentocinquantatre posti di vice direttore in prova nelle carriere direttive dell'amministrazione periferica delle imposte dirette e dell'amministrazione periferica delle tasse e imposte indirette sugli affari, ruolo degli uffici del registro e degli ispettorati compartimentali per gli uffici aventi sede nel territorio delle regioni Valle d'Aosta, Piemonte, Lombardia, Liguria, Friuli-Venezia Giulia, Veneto, Emilia-Romagna, Toscana, Marche, Umbria, Lazio, Abruzzo, Campania, Molise, Puglia, Basilicata, Calabria, Sicilia e Sardegna.

La prova scritta, prevista dai bandi di concorso pubblicati nel supplemento ordinario n. 2 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 22 del 26 gennaio 1976, relativi al conferimento di complessivi duemiladuecentocinquantatre posti di vice direttore in prova nelle carriere direttive dell'amministrazione periferica delle imposte dirette e dell'amministrazione periferica delle tasse e imposte indirette sugli affari, ruolo degli uffici del registro e degli ispettorati compartimentali, per gli uffici aventi sede nei territori delle regioni Valle d'Aosta, Piemonte, Lombardia, Liguria, Friuli-Venezia Giulia, Veneto, Emilia-Romagna, Toscana, Marche, Umbria, Lazio, Abruzzo, Campania, Molise, Puglia, Basilicata, Calabria, Sicilia e Sardegna, avrà luogo il giorno 21 maggio 1976 alle ore 8 nelle sedi sottoindicate:

1) per il concorso a undici posti della regione Valle d'Aosta la prova scritta si terrà in Aosta, presso l'istituto professionale regionale, viale Chabod, 8;

2) per il concorso a quattrocentoquindici posti della regione Piemonte la prova scritta si terrà in Torino, presso il Politecnico, corso Duca degli Abruzzi, 24;

3) per il concorso a quattrocentosessantacinque posti della regione Lombardia la prova scritta si terrà in Milano, presso il palazzo dell'arte, fondazione Bernocchi, viale Emilio Alemagna, 6;

4) per il concorso a centoventotto posti della regione Liguria la prova scritta si terrà in Genova, presso l'Università degli studi, facoltà di ingegneria, istituto di architettura, via all'Opera Pia, 11;

5) per il concorso a sessantadue posti della regione Friuli-Venezia Giulia la prova scritta si terrà in Trieste, presso l'Università degli studi, piazzale Europa, 1;

6) per il concorso a duecentosettantaquattro posti della regione Veneto la prova scritta si terrà in Venezia, presso la sala esami dell'intendenza di finanza, campo S. Angelo, 3538;

7) per il concorso a duecentoquattordici posti della regione Emilia-Romagna la prova scritta si terrà in Bologna, presso il salone del palazzo Podestà, piazza Nettuno, 2;

8) per il concorso a centonovanta posti della regione Toscana la prova scritta si terrà in Firenze:

a) presso la sala esami dell'intendenza di finanza, via del Pratello, 6, per i candidati il cui cognome ha inizio con le lettere da *A* ad *F*;

b) presso l'aula congressi del centro traumatologico ortopedico, largo Palagi, 1, per i candidati il cui cognome ha inizio con le lettere da *G* a *Z*;

9) per il concorso a settantanove posti della regione Marche la prova scritta si terrà in Ancona, presso l'Università degli studi, facoltà di medicina, aula magna Angelini, via Grotte di Posatora;

10) per il concorso a trentasei posti della regione Umbria la prova scritta si terrà in Perugia, presso l'istituto tecnico commerciale statale « Vittorio Emanuele II », piazzale Anna Frank n. 11;

11) per il concorso a settanta posti della regione Lazio la prova scritta si terrà in Roma, presso il palazzo degli esami, via Girolamo Induno, 4;

12) per il concorso a trentanove posti della regione Abruzzo la prova scritta si terrà in L'Aquila, presso l'Università degli studi, piazza Annunziata, 1;

13) per il concorso a quarantacinque posti della regione Campania, la prova scritta si terrà in Napoli:

a) presso il palazzo degli uffici finanziari, via Diaz, 11, per i candidati il cui cognome ha inizio con le lettere dalla *A* alla *D*;

b) presso il palazzo Fondi, via Medina, 24, per i candidati il cui cognome ha inizio con le lettere dalla *E* alla *Z*;

14) per il concorso a sedici posti della regione Molise la prova scritta si terrà in Campobasso, presso la scuola media statale « Francesco D'Ovidio », via Gorizia;

15) per il concorso a cinquantasei posti della regione Puglia la prova scritta si terrà in Bari, presso il Villaggio del fanciullo dei padri rogazionisti, piazza Giulio Cesare, 13;

16) per il concorso a diciassette posti della regione Basilicata la prova scritta si terrà in Potenza, presso il centro regionale formazione professionale, rione Risorgimento, via Roma, 20;

17) per il concorso a quarantuno posti della regione Calabria la prova scritta si terrà in Catanzaro, presso la scuola media statale « G. Mazzini », via Maddalena;

18) per il concorso a cinquantotto posti della regione Sicilia la prova scritta si terrà in Palermo, presso l'Università degli studi, facoltà di ingegneria, viale Scienze;

19) per il concorso a trentasette posti della regione Sardegna la prova scritta si terrà in Cagliari, presso l'istituto « Sacro Cuore », via Macomer, 29.

(3800)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Sostituzione del presidente della commissione esaminatrice dei concorsi mediante prova d'arte a dieci posti di falegname (1ª categoria), a cinquantasei posti di falegname, venti posti di lucidatore di mobili ed un posto di vetraio (2ª categoria).

IL MINISTRO PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI

Visto il decreto ministeriale 12 maggio 1975, n. 3134, con il quale è stata costituita la commissione esaminatrice dei concorsi mediante prova d'arte a dieci posti di falegname (1ª categoria) bandito con decreto ministeriale 3 maggio 1974, n. 2937 ed a cinquantasei posti di falegname, a venti posti di lucidatore di mobili ed a un posto di vetraio (2ª categoria), banditi con decreto ministeriale 3 maggio 1974, n. 2938;

Visto il decreto ministeriale 20 settembre 1975, n. 3200, con il quale sono stati sostituiti un membro ed il segretario della predetta commissione esaminatrice;

Considerato che il dirigente superiore ing. Bevere Roberto presidente della anzidetta commissione esaminatrice, è particolarmente impegnato in compiti d'istituto, per cui si ritiene opportuno provvedere alla di lui sostituzione;

Decreta:

Il dirigente superiore ing. Palma Aurelio è nominato presidente della commissione esaminatrice dei concorsi mediante prova d'arte a dieci posti di falegname (1ª categoria) bandito con decreto ministeriale 3 maggio 1974, n. 2937 ed a cinquantasei posti di falegname, a venti posti di lucidatore di mobili e ad un posto di vetraio (2ª categoria), banditi con decreto ministeriale 3 maggio 1974, n. 2938, in sostituzione del dirigente superiore ing. Bevere Roberto.

Il presente decreto sarà pubblicato nel Bollettino ufficiale del Ministero delle poste e delle telecomunicazioni e nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 7 gennaio 1976

Il Ministro: ORLANDO

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 *febbraio* 1976
Registro n. 10 *Poste, foglio n.* 391

(4314)

MINISTERO DELLA SANITÀ

Dichiarazione di deserzione del concorso, per esami, ad un posto di veterinario in prova nel ruolo della carriera direttiva dei veterinari, riservato agli assistenti universitari.

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il decreto ministeriale in data 26 marzo 1975, registrato alla Corte dei conti, addì 22 luglio 1975, registro n. 4 Sanità, foglio n. 256, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 248 del 17 settembre 1975, con il quale è stato indetto il concorso, per esami, ad un posto di veterinario in prova nel ruolo della carriera direttiva dei veterinari del Ministero della sanità riservato agli assistenti universitari ordinari;

Considerato che alla data di scadenza del termine massimo per la presentazione delle domande di ammissione al predetto concorso, non è pervenuta alcuna domanda di partecipazione al concorso stesso;

Ritenuto, pertanto, che il concorso di che trattasi deve essere dichiarato deserto;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 16 aprile 1959, n. 177, concernente l'applicazione dell'art. 7 della legge 18 marzo 1958, n. 349;

Decreta:

E' dichiarato deserto, per mancanza di candidati, il concorso, per esami, ad un posto di veterinario in prova nel ruolo della carriera direttiva dei veterinari del Ministero della sanità, riservato agli assistenti universitari ordinari di cui al decreto ministeriale in data 26 marzo 1975 citato in premessa.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e, successivamente, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 29 novembre 1975

Il Ministro: GULLOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 febbraio 1976
Registro n. 1 Sanità, foglio n. 241

(4229)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI UDINE

Graduatoria generale del concorso ad un posto di veterinario direttore del pubblico macello vacante nel comune di Udine.

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 90 del 15 gennaio 1974, con il quale è stato bandito il pubblico concorso, per titoli ed esami, per il conferimento del posto di veterinario direttore del pubblico macello di Udine;

Visto il decreto n. 558 in data 25 settembre 1975 dell'assessore alla sanità della regione Friuli-Venezia Giulia relativo alla nomina della commissione giudicatrice del concorso medesimo;

Visti i relativi atti in possesso dell'ufficio nonché la graduatoria di merito formulata dalla commissione stessa al termine dei propri lavori;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 febbraio 1961, n. 264;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e successive modificazioni;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 9 agosto 1966, n. 869;

Vista la legge regionale 14 novembre 1967, n. 25;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei candidati al concorso per il conferimento del posto di veterinario direttore del pubblico macello di Udine:

1. Locatelli Alessandro . . . . punti 153,620 su 240
2. Dellasanta Evasio . . . . . » 138,250 »
3. Chiapolino Paolo . . . . . » 133,250 »

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Udine e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo ufficio, all'albo pretorio della prefettura di Udine ed a quello del comune interessato.

Udine, addì 27 marzo 1976

Il veterinario provinciale: MAZZA

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto in pari data n. 785/Vet. con il quale è stata approvata la graduatoria di merito dei concorrenti risultati idonei al concorso per il conferimento del posto di veterinario direttore del pubblico macello di Udine;

Ritenuto di procedere alla dichiarazione del candidato vincitore del posto messo a concorso;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 febbraio 1961, n. 264;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 9 agosto 1966, n. 869;

Vista la legge regionale 14 novembre 1967, n. 25;

Decreta:

Il dott. Alessandro Locatelli è dichiarato vincitore del concorso in premessa citato.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Udine e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo ufficio, all'albo pretorio della prefettura di Udine e a quello del comune interessato.

Udine, addì 27 marzo 1976

Il veterinario provinciale: MAZZA

(4235)

OSPEDALE «S. STEFANO» DI MAZZARINO

Concorsi a posti di personale sanitario medico

Sono indetti pubblici concorsi, per titoli ed esami, a:

un posto di primario di medicina generale;
un posto di primario e un posto di assistente del laboratorio di analisi;
un posto di aiuto di chirurgia generale;
un posto di aiuto di pediatria;
un posto di aiuto dirigente di cardiologia;
un posto di assistente di ostetricia e ginecologia.

Per i requisiti di ammissione e le modalità di svolgimento del concorso valgono le norme di cui al decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, quale risulta modificato dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Il termine per la presentazione delle domande, redatte su carta legale e corredate dei documenti di rito, scade alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla direzione amministrativa dell'ente in Mazzarino (Caltanissetta).

(4674)

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S. (c. m. 411100761020)